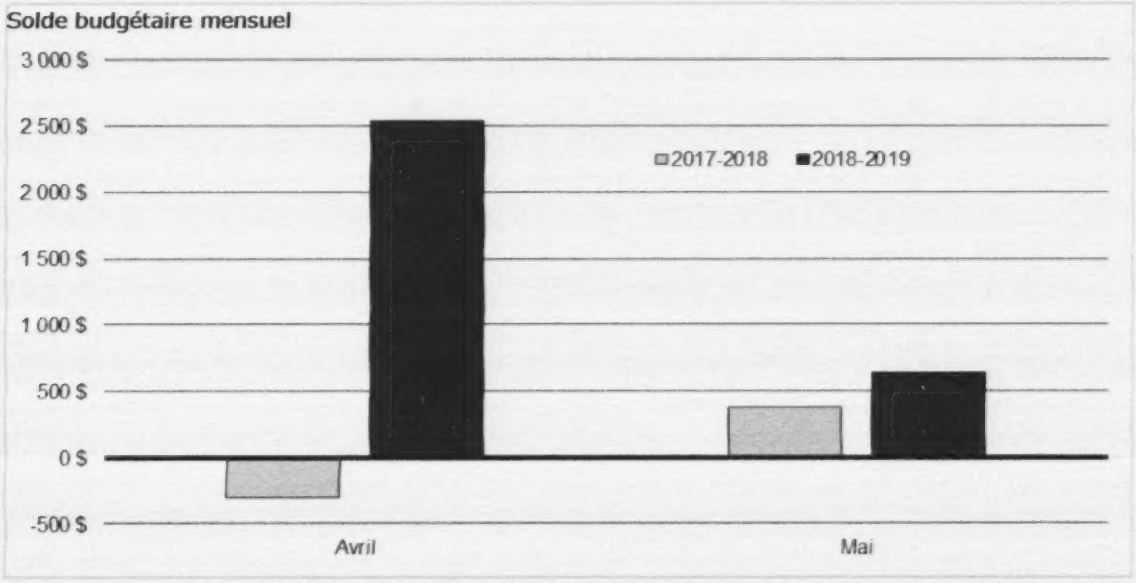
Gouvernement du Canada Government of Canada **Ministère des Finances Canada** Canada

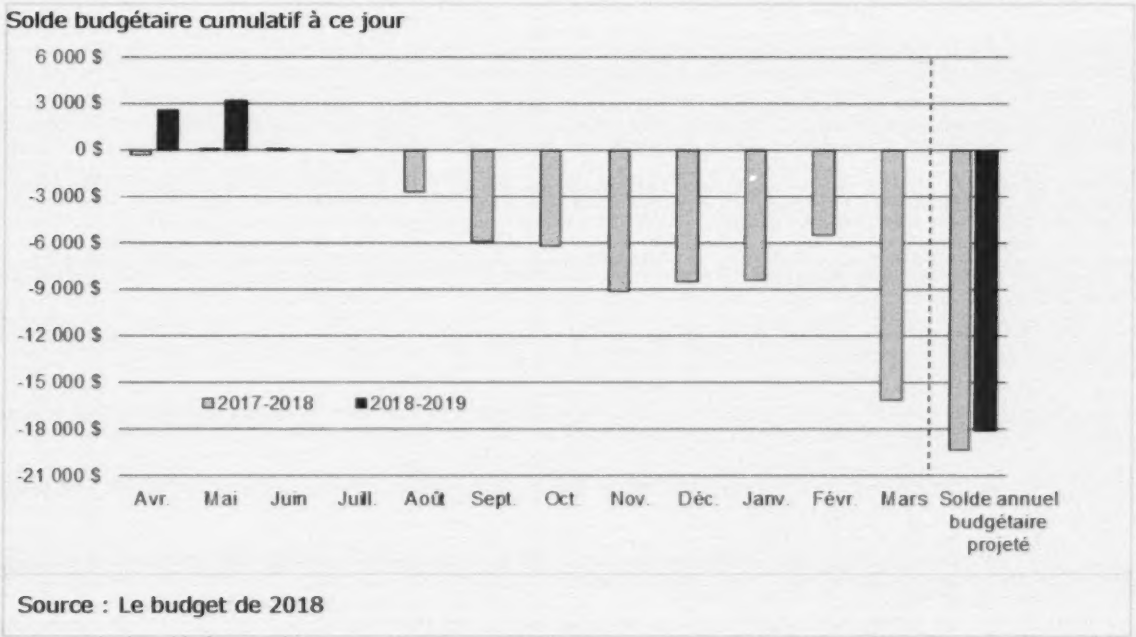
La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants pour les mois d'avril et de mai 2018

Les deux premiers mois de l'exercice 2018-2019 (avril et mai) se sont soldés par un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,1 milliard pour la même période de l'exercice précédent. Un excédent de 2,5 milliards a été enregistré en avril, tandis que le mois de mai s'est soldé par un excédent de 0,6 milliard.



Au total pour ces deux mois, les revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (8,6 %) en raison de la hausse des revenus fiscaux et des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi, hausse qui a été atténuée en partie par la baisse des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,7 milliard (1,6 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (12,4 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.



Source : Le budget de 2018

Tableau 1
État sommaire des opérations
(M$)

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2017	**2018**	**2017**	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Opérations budgétaires						
Revenus	25 156	28 925	25 138	25 717	50 294	54 642
Charges						
Charges de programmes	-23 445	-24 070	-22 699	-22 809	-46 144	-46 879
Frais de la dette publique	-2 020	-2 320	-2 062	-2 267	-4 082	-4 587
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-309	2 535	377	641	68	3 176
Opérations non budgétaires	-13 601	-4 090	-590	1 153	-14 191	-2 937
Ressources ou besoins financiers	-13 910	-1 555	-213	1 794	-14 123	239
Variation nette dans les activités de financement	14 428	9 472	8 396	3 651	22 824	13 123
Variation nette dans l'encaisse	518	7 917	8 183	5 445	8 701	13 362
Encaisse à la fin de la période					45 602	51 038

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au cours de la période d'avril et mai 2018-2019, les revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (8,6 %) pour atteindre 54,6 milliards.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (10,2 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et de la taxe sur les produits et services.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,1 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets tirés des opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,5 %).

Tableau 2
Revenus

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2017	2018	2017	2018	2017-2018	2018-2019	Variation
	(M$)						(%)
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Particuliers	12 698	14 526	10 780	10 784	23 478	25 310	7,8
Sociétés	3 016	4 720	4 165	3 669	7 181	8 389	16,8
Non-résidents	601	682	512	731	1 113	1 413	27,0
Total des revenus d'impôt sur le revenu	16 315	19 928	15 457	15 184	31 772	35 112	10,5
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	3 130	3 115	3 422	4 254	6 552	7 369	12,5
Taxes sur l'énergie	392	423	475	457	867	880	1,5
Droits de douane à l'importation	422	414	459	445	881	859	-2,5
Autres taxes et droits d'accise	402	414	528	567	930	981	5,5
Total des autres taxes et droits	4 346	4 366	4 884	5 723	9 230	10 089	9,3

Total des revenus fiscaux	20 661	24 294	20 341	20 907	41 002	45 201	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 240	2 358	2 109	2 214	4 349	4 572	5,1
Autres revenus	2 255	2 273	2 688	2 596	4 943	4 869	-1,5
Total des revenus	25 156	28 925	25 138	25 717	50 294	54 642	8,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour la période d'avril et mai 2018-2019, les charges de programmes s'élevaient à 46,9 milliards de dollars, soit une hausse de 0,7 milliard (1,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,1 milliard de dollars (0,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard (5,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard (13,2 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard (4,2 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,7 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (4,6 %);
    - les charges de fonctionnement des ministères, des organismes gouvernementaux, des sociétés d'État consolidées et d'autres entités ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,6 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (12,4 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Tableau 3
Charges

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2017	2018	2017	2018	2017-18	2018-19	Variation
	(M$)						(%)
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations pour les aînés	4 078	4 281	4 166	4 382	8 244	8 663	5,1
Prestations d'assurance-emploi	2 086	1 923	1 509	1 196	3 595	3 119	-13,2
Prestations pour enfants	1 946	2 020	1 967	2 057	3 913	4 077	4,2
Total	8 110	8 224	7 642	7 635	15 752	15 859	0,7
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	3 096	3 216	3 096	3 215	6 192	6 431	3,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 145	1 180	1 146	1 180	2 291	2 360	3,0
Péréquation	1 522	1 580	1 521	1 580	3 043	3 160	3,8
Formule de financement des territoires	589	605	589	606	1 178	1 211	2,8
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	0	0	0	0	s.o.
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	0	17	0	0	0	17	s.o.
Autres arrangements fiscaux[1]	-396	-416	-397	-416	-793	-832	4,9
Total	5 956	6 182	5 955	6 165	11 911	12 347	3,7
Charges de programmes directes							
Paiements de transfert	3 267	3 452	2 400	1 952	5 667	5 404	-4,6

Autres charges de programmes directes	6 112	6 212	6 702	7 057	12 814	13 269	3,6
Total des charges de programmes directes	9 379	9 664	9 102	9 009	18 481	18 673	1,0
Total des charges de programmes	23 445	24 070	22 699	22 809	46 144	46 879	1,6
Frais de la dette publique	2 020	2 320	2 062	2 267	4 082	4 587	12,4
Total des charges	25 465	26 390	24 761	25 076	50 226	51 466	2,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les autres arrangements fiscaux comprennent: le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes; les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation des valeurs mobilières.

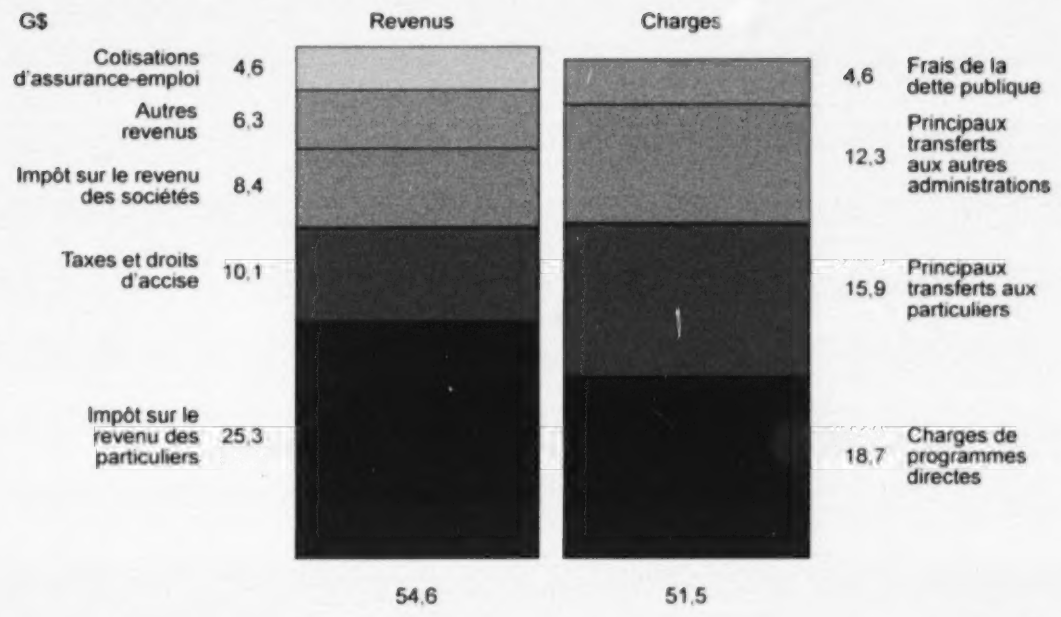
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4
Total des charges, par articles de charges

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2017	2018	2017	2018	2017-18	2018-19	Variation
	(M$)						(%)
Paiements de transfert	17 333	17 858	15 997	15 752	33 330	33 610	0,8
Autres charges							
Personnel	3 639	3 917	3 969	4 366	7 608	8 283	8,9
Transports et communications	60	66	194	223	254	289	13,8
Information	3	5	13	20	16	25	56,3
Services professionnels et spéciaux	311	228	539	635	850	863	1,5
Location	351	311	221	270	572	581	1,6
Réparation et entretien	56	59	130	121	186	180	-3,2
Services publics, fournitures et approvisionnements	95	115	210	197	305	312	2,3
Autres subventions et charges	1 189	1 090	994	808	2 183	1 898	-13,1
Amortissement des immobilisations corporelles	401	413	424	409	825	822	-0,4
Perte nette sur cession de biens	7	8	8	8	15	16	6,7
Total des autres charges	6 112	6 212	6 702	7 057	12 814	13 269	3,6
Total des charges de programmes	23 445	24 070	22 699	22 809	46 144	46 879	1,6
Frais de la dette publique	2 020	2 320	2 062	2 267	4 082	4 587	12,4
Total des charges	25 465	26 390	24 761	25 076	50 226	51 466	2,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Revenus et charges (d'avril 2018 à mai 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Ressources financières de 0,2 milliard de dollars d'avril à mai 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars et des besoins de 2,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mai 2018 s'est soldée par des ressources financières de 0,2 milliard, comparativement à des besoins financiers de 14,1 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
(M$)

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2017	**2018**	**2017**	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-309	2 535	377	641	68	3 176
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-7 094	-5 233	-796	610	-7 890	-4 623
Régimes de retraite, autres prestations futures et autres passifs	-299	362	533	428	234	790
Comptes d'opérations de change	-5 271	1 239	189	1 219	-5 082	2 458
Prêts, placements et avances	-1 154	-701	-632	-1 084	-1 786	-1 785
Actifs non financiers	217	243	116	-20	333	223
Total des opérations non budgétaires	-13 601	-4 090	-590	1 153	-14 191	-2 937
Ressources ou besoins financiers	-13 910	-1 555	-213	1 794	-14 123	239

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 13,1 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 0,2 milliard de dollars et accru sa dette non échue de 13,1 milliards pour accroître de 13,4 milliards ses soldes de trésorerie. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de mai 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 51,0 milliards de dollars, soit 5,4 milliards de plus qu'à la fin de mai 2017.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement (M$)

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2017	**2018**	**2017**	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Ressources ou besoins financiers	-13 910	-1 555	-213	1 794	-14 123	239
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	5 046	5 725	4 664	-3 775	9 710	1 950
Bons du Trésor	6 100	5 200	4 300	8 000	10 400	13 200
Titres au détail	-48	-68	-98	-17	-146	-85
Total	11 098	10 857	8 866	4 208	19 964	15 065
Emprunts en devises	640	-159	247	-24	887	-183
Total	11 738	10 698	9 113	4 184	20 851	14 882
Réévaluation de swaps de devises	2 790	-988	-657	-225	2 133	-1 213
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-61	-198	-46	-290	-107	-488
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-39	-40	-14	-18	-53	-58
Variation nette dans les activités de financement	14 428	9 472	8 396	3 651	22 824	13 123
Variation dans l'encaisse	518	7 917	8 183	5 445	8 701	13 362
Trésorerie à la fin de l'exercice					45 602	51 038

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats qui sont déclarés dans *La revue financière* sor : tirés des comptes du Canada et sont maintenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux mêmes politiques comptables que celles servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers qui sont présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition du mois de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars qui sont présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs sont publiés dans les Comptes publics du Canada annuels et intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus, dont l'accumulation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et des ajustements d'évaluation pour l'actif et le passif. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre l'accumulation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi habilitante reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* publiée chaque mois, à la suite de la mise au point et de la publication des résultats financiers du gouvernement pour l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Juillet 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134